

# Procès-Verbal du Conseil Municipal

## Séance du jeudi 15 Mai 2014

20 heures 30 – Salle du Conseil Municipal



**L'an deux mille quatorze, le jeudi 15 mai à 20h30**, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

**Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie**

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ETAIENT PRÉSENTS :**

M. Jean-Claude DARCY, Mme Florence RICHARD, M. Patrick CHANUT, Mme Brigitte JOULOT VIBRAC, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE, M. Patrick MOIREAU, et Mme Christine CASSUS.

**ONT DONNÉ POUVOIR :**

M. Bernard ANDRE à Mme Florence BERTHEAU

**ABSENTS :**

Néant

Nombres de Conseillers Municipaux

En exercice : 11

Présents : 10

Votants : 11

**Date de convocation** : le 6 mai 2014

**Date d'affichage** : le 6 mai 2014

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

\*\*\*

## ORDRE DU JOUR

### I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 4 Avril 2014

Le procès-verbal de la séance du vendredi 4 avril 2014, préalablement transmis aux Conseillers municipaux est adopté sans observation, à l'unanimité.

### II - URBANISME – ASSAINISSEMENT - ERDF

**1 - Délibération N° 2014-05/35 :** *tarif de la redevance d'assainissement collectif communale applicable sur le budget 2015 (SIANE)*

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**Fixe** le montant de la redevance d'assainissement collectif pour l'année 2015 (pour ceux qui sont raccordés) de la manière suivante :

- Prime fixe : 56,07 HT + TVA au taux en vigueur, dont 35,07€ HT pour la part communale et 21€ HT pour la part de l'exploitant.

La part fixe de la redevance d'assainissement est forfaitaire.

- Part variable au m<sup>3</sup> : 3,946€ HT + TVA au taux en vigueur, dont 3,736€ HT pour la part communale et 0,21 € HT pour la part de l'exploitant.

La facturation de l'assainissement pour la part variable est faite sur la base de la différence entre le relevé réalisé en 2014 et le relevé effectué en 2015.

**Dit** que ce tarif demeurera inchangé peu importe le tarif voté par le SIANE qui vient s'y ajouter.

Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

Le montant de la taxe sera majoré de 100% à la fin du délai légal de raccordement soit le 30/11/2014.

La facturation de l'assainissement collectif sera faite par le SIANE à l'utilisateur, selon les modalités de la convention de facturation et avenants liant la commune et le SIANE, via une facture d'acompte et une facture de solde émise après transmission des relevés d'eau potable par le SNE.

**2 – Délibération N° 2014-05/36 :** *redevance pour occupation du domaine public communal due par ERDF*

Vu l'article R.2333-105 du code général des collectivités territoriales relatif à la redevance pour occupation du domaine public communal due par ERDF,

Considérant la population de la commune,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal,

Décide de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum,

Dit que ce montant sera revalorisé automatiquement chaque année en application du dernier alinéa de l'article R.2333-105 du code général des collectivités territoriales.

**3 – Délibération N° 2014-05/37 :** *Remboursement des frais d'études pour l'ANC :*

Vu, les études pour l'assainissement non collectif qui ont été réalisées à toutes les habitations concernées,

Vu, le montant des frais qui s'élèvent à 370,76 €,

Vu, les 4 habitations qui ne peuvent effectuer les travaux de l'assainissement non collectif. Il s'agit de M. Marc Reuter, Mme Guyone de Coincy, Mme Berthe Barroux et M. Gérald Bourgis.

Vu, que la commune a reçu les subventions concernant ces habitations à hauteur de 250 €.

Le conseil municipal après délibération, décide à l'unanimité le remboursement de la différence soit 120,76 € à M. Marc Reuter, Mme Guyone de Coincy, Mme Berthe Barroux et M. Gérald Bourgis.

#### *4 - Maison de M.Rouet : un acheteur potentiel demande s'il peut mettre des tuiles mécaniques sur le toit*

Mme le Maire expose que la maison de M. Rouet est à vendre. Un acheteur potentiel a demandé des renseignements sur le POS de la commune concernant la remise en état du toit.

La maison est située juste en face de l'église et cette demande est à titre exceptionnelle.

Après délibération, le conseil municipal vote à l'unanimité le respect du POS à savoir soit de remettre à l'identique ou soit d'installer des tuiles briardes.

#### *5 - Sécurité routière sur la commune*

Mme le Maire expose qu'il y a des dangers sur certaines routes de la commune et propose d'installer différents panneaux signalétiques :

- Rue de l'Arche avant le pont, un panneau prioritaire va être installé, dans le sens rue de l'Arche / Chevru. Priorité à ceux qui descendent.
- Route du Grill, un panneau signalant une priorité à droite dans le sens Marolles / Chevru + un miroir
- Maison Rouge, dans le virage, pose d'un miroir
- La Ferrière, pose d'un miroir
- Forêt, un STOP est a posé. La commune a le panneau, nous attendons l'autorisation de l'Agence Routière Territoriale de Chailly en Brie.

Ces achats représentant un certain coût, quelques conseillers proposent d'étaler cette dépense sur 3 ans.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le projet de sécurité routière.

#### *6 - **Délibération N°2014-05/38** : Incorporation des biens sans maître dans le domaine communal pour le bien de Mme Mercier au nom de Mme le Maire*

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L 1123-1 et suivants ;

Vu le code civil, notamment son article 713 ;

Vu l'arrêté municipal du 16 mai 2013 déclarant l'immeuble sans maître ;

Vu les publications du 28 mai 2013 sur le Pays Briard et sur Le Parisien ;

Vu le certificat attestant l'affichage à la mairie sur le panneau légal de la commune de l'arrêté municipal susvisé,

Considérant que les propriétaires ne se sont pas fait connaître dans un délai de 6 mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues par l'article L 1123-3, alinéa 2 du code général de la propriété des personnes publiques, dès lors que l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 713 du code civil.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité l'incorporation des biens sans maître de la maison de Mme Mercier et autorise Mme le Maire à recevoir et à authentifier l'acte d'acquisition, nécessaire relatif à la transaction et de signer l'acte requis.

***Délibération N°2014-05/39 : Incorporation des biens sans maître dans le domaine communal pour le don de M. Dionizio Goncalves-Viera – Mme Paulette Dourme au nom de Mme le Maire***

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L 1123-1 et suivants ;

Vu le code civil, notamment son article 713 ;

Vu l'arrêté municipal du 16 mai 2013 déclarant l'immeuble sans maître ;

Vu les publications du 28 mai 2013 sur le Pays Briard et sur Le Parisien ;

Vu le certificat attestant l'affichage à la mairie sur le panneau légal de la commune de l'arrêté municipal susvisé,

Considérant que les propriétaires ne se sont pas fait connaître dans un délai de 6 mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues par l'article L 1123-3, alinéa 2 du code général de la propriété des personnes publiques, dès lors que l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 713 du code civil.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité l'incorporation des biens sans maître pour le don de la maison de M. Dionizio Goncalves-Viera – Mme Paulette Dourme et autorise Mme le Maire à recevoir et à authentifier l'acte d'acquisition, nécessaire relatif à la transaction et de signer l'acte requis.

***7 - Délibération N°2014-05/40 : demande d'estimation des biens par les Domaines de Melun***

Vu l'incorporation des biens sans maître dans le domaine communal pour le bien de Mme Mercier et le don de M. Dionizio Goncalves - Viera – Mme Paulette Dourme,

Mme le Maire demande une estimation des biens aux Domaines de Melun,

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité, l'estimation des Domaines de Melun et accepte le paiement des frais de ces deux estimations.

***8 - Délibération N°2014-05/41 : facture de M. Devarrewaere pour indemnités sur culture endommagée***

M. Devarrewaere présente la facture N°2 du 12/05/2014 d'un montant de 232,10 € TTC qui correspond à la valeur de sa culture endommagée suite à la mise en place du réseau d'assainissement.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité le paiement de cette dernière.

**III - DELEGATIONS DIVERSES**

***9 - Délibération N°2014-05/42 : adhésion au SIANE de la commune de Leudon en Brie***

Vu la délibération du 6 Mars 2014 N°2014-012 du Syndicat Mixte d'assainissement dénommé SIANE et conformément à l'article 6 des statuts du SIANE adopté par arrêté DRCL BCCCL 2011 N°83,

Vu la délibération du 12/02/2014 de la Commune de Leudon en Brie,

Le conseil municipal donne à l'unanimité, son accord pour l'adhésion de la Commune de Leudon en Brie au Syndicat mixte fermé d'Assainissement SIANE pour la compétence A (assainissement collectif) et la compétence B (assainissement non collectif).

***10 - Délibération N°2014-05/43 : avis sur le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des deux Morins***

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Seine Normandie.

Le territoire du SAGE des Deux Morin concerne 175 communes dont la commune de Marolles en Brie.

Madame le Maire indique que, conformément à l'article L212-6 du Code de l'Environnement, la commune est consultée pour avis sur le projet de SAGE des Deux Morin. Cet avis doit intervenir dans un délai de 4 mois suivant la réception de ces documents. Pour la commune de Marolles en Brie, cet avis devra intervenir avant le 6 septembre 2014.

Madame le Maire présente au conseil municipal le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des Deux Morin, élaboré par la Commission Locale de l'Eau (CLE) et adopté par cette dernière en date du 13 janvier 2014.

L'avis porte sur les documents constitutifs du projet de SAGE, à savoir :

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) qui définit les conditions et les objectifs qui vont permettre d'atteindre une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau.

Le Règlement qui définit les priorités d'usage de la ressource en eau et les mesures nécessaires à la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques

L'évaluation environnementale qui montre les éventuelles incidences du SAGE sur les composantes de l'environnement et les mesures prévues pour les compenser.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, donne son avis favorable.

#### **IV - FONCTION PUBLIQUE – Prestations Ressources Humaines**

**11 - Délibération N°2014-05/44 : adhésion aux prestations RH du CDG 77 pôle carrière (avancement d'échelon)**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment les articles 22, 24 et 25 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de Seine et Marne du 2 octobre 2013 approuvant les tarifs des prestations facultatives du pôle carrière;

Considérant que les prestations ci-dessus désignées proposées par le Centre de gestion correspondent aux besoins de la commune;

Entendu l'exposé de Mme le Maire, après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité, d'adhérer à la Prestation « avancement d'échelon » : forfait annuel de 30 €

**12 - Planning pour la permanence en Mairie pour le mois d'Août**

La secrétaire de Mairie, Mme Sandrine Chaillou, sera en congés du 4 au 24 Août 2014 inclus.

La permanence sera effectuée par Mme le Maire et ses adjoints uniquement le vendredi, pour des questions d'ordre général.

L'état civil, les cartes d'identité, le recensement, etc., ne pourront être effectués. Les Marollais devront prendre leurs précautions avant cette fermeture pour congés.

La Commission Communication informera les habitants par un courrier dans la 1<sup>ère</sup> quinzaine de Juin.

#### **V - SALLE DES FETES**

**13 - Caution pour les tables**

En ce qui concerne la propreté de la salle des fêtes et du mobilier, un terme supplémentaire sera ajouté dans le contrat de location concernant la caution de 400 €.

Si la salle des fêtes et le mobilier ne sont pas rendus correctement nettoyés, la caution sera retenue. Toutefois, le loueur sera prévenu et aura un délai supplémentaire de 24h pour refaire le nettoyage et ainsi récupérer sa caution.

**14 - *Délibération N°2014-05/45 : Gratuité pour les conseillers d'une location de salle des fêtes par mandat***

Mme le Maire propose au conseil municipal, la gratuité d'une réservation de la salle des fêtes par mandat pour les conseillers.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

***Délibération N°2014-05/46 : Gratuité pour les jeunes domiciliés sur la commune ou inscrits sur les listes électorales d'une location de salle des fêtes lors de leur mariage.***

Mme le Maire précise que la réservation de la salle des fêtes est gratuite pour les jeunes domiciliés sur la commune ou inscrits sur les listes électorales lors de leur mariage.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

## **VI - SCOLAIRE**

**15 - *Compte rendu du RPI***

Mme Brigitte JOULOT VIBRAC expose le compte rendu du RPI de la réunion du 15 avril 2014, et précise que le RPI est en attente du vote de la Commission Petite Enfance, concernant la prise en charge par la Communauté de Commune ou de la commune, de la cantine, le mercredi, dès la rentrée prochaine.

## **VII - ELECTIONS**

**16 - *Etablir le planning du bureau des élections du 25 mai***

8h - 12h : Bernard André, Florence Bertheau et Brigitte Joulot Vibrac

12h - 15h : Frédéric Weiss, Christine Guillette et Frédéric Devarrewaere

15h - 18h : Christine Cassus, Florence Richard et Jean Claude Darcy

## **VIII - ADMINISTRATIF**

**17 - *Aménagement pour le local d'archives***

Le conseil municipal demande d'effectuer plusieurs devis pour l'aménagement du local d'archives. Plusieurs choix possible : placards fermés sous pente, étagères ouvertes sous pente ou étagères centrales.

L'entrepreneur conseillera au mieux, afin d'optimiser la place au maximum.

## **IX - TRAVAUX – DEVIS**

**18 - *Travaux maçonnerie : école, cimetière***

Travaux de maçonnerie pour l'école :

Entreprise Baujard = 2144,90 € HT

Entreprise Actuel Rénov = 1827 € HT

Entreprise Thomas Olivier = 5255 € HT

Le conseil municipal, à l'unanimité, choisi l'entreprise Actuel Rénov pour effectuer les travaux de maçonnerie de l'école.

Travaux de maçonnerie pour le cimetière (dalles ciment) :

Entreprise Baujard = 1600 € HT

Entreprise Actuel Rénov = 960 € HT

Entreprise Thomas Olivier = 2038 € HT

Travaux de maçonnerie pour le cimetière (pavés) :

Entreprise Baujard = 2200 € HT

Entreprise Actuel Rénov = 1680 € HT

Entreprise Thomas Olivier = 4659 € HT

Après concertation du conseil municipal, il en ressort un 3ème choix possible. Un béton lavé pour le cimetière. Un devis est demandé à l'entreprise Actuel Rénov.

#### *19 – Fauchage des accotements et des fossés sur la commune*

Plusieurs devis ont été demandés pour effectuer le fauchage des accotements et des fossés de la commune. Pour un premier passage :

Serge Beaujean = 1479 € HT

Daniel Lamine = 728 € HT

Le conseil municipal, à l'unanimité, choisi l'entreprise de Daniel Lamine pour effectuer le 1<sup>er</sup> passage de fauchage des accotements et des fossés de la commune.

Le conseil municipal envisage d'effectuer une coupe en moins sur l'année, si possible en fonction de la pousse de l'herbe, et d'utiliser cet argent pour permettre l'entretien sur certains chemins de la commune. A voir en septembre.

#### *20 - Rebouchage des trous sur les routes*

L'entreprise Vigner a été choisie pour effectuer les travaux de rebouchage de trous sur les routes de la commune : Le Château, La Ferrière, l'école, Bois St Georges, Ranchien.

Devis signé = 2100 € TTC

#### *21 - Plaques de ventilation pour la salle des fêtes*

M. Salies doit établir un devis pour la pose de plaques de ventilation pour la salle des fêtes.

Estimation verbale de 200 €.

#### *22 - Clôture de la station d'épuration*

Suite à la tentative de vol de la clôture de la station d'épuration, les panneaux et poteaux sont à réinstaller.

Un devis a été demandé à la société JLC Clôture et Actuel Rénov.

### **X - QUESTIONS DIVERSES**

*Réponse au courrier de M. Mirebeau du 14 avril 2014*

1/ La photo du Conseil Municipal peut-elle être transmise ?

Le conseil municipal accepte. Mme Brigitte Joulot Vibrac s'en chargera.

2/ Peut-on prendre en photo le tableau situé dans la Mairie pour diffusion sur le site de M. Mirebeau ?

Le conseil municipal accepte.

3/ Peut-on avoir la date des prochaines réunions de conseil ?

Le conseil municipal accepte. La convocation sera envoyée en même temps qu'elle sera affichée en Mairie.

4/ Peut-on obtenir les derniers Procès-verbaux du conseil municipal, à savoir celui du budget 2014, la nomination du Maire et des adjoints et l'attribution des commissions ?

Le conseil municipal avait accepté lors du dernier conseil, de transmettre le procès-verbal du conseil municipal du 4 avril concernant l'attribution des commissions. Il a été transmis le 15 avril 2014.

Concernant l'approbation du CA 2013 et le budget primitif 2014, le conseil municipal ne souhaite pas transmettre ces informations sur le site car cela concernait la précédente municipalité. Le conseil municipal reviendra sur cette question lors du prochain budget.

#### *Travaux de vitrerie*

Mme le Maire informe que le remplacement des vitres cassées (salle des fêtes et Mairie) est pris en charge par l'assurance. La commune payera la franchise de 274 €. Les travaux seront effectués par la Société Feldis & Leviaux de Melun mandaté par l'assurance AXA.

D'autre part le contrat d'assurance de la commune a été repris et réexaminé par le cabinet de Murel à Coulommiers. L'assureur a regroupé les 3 contrats de la commune (multirisques, bris de machine, protection juridique) afin de réaliser une économie de 18% (944,10 €) par rapport aux contrats précédents.

#### *Feu d'artifice*

Patrick Chanut se charge de commander le feu d'artifice qui sera tiré le 13 juillet 2014. Le conseil municipal maintient la prestation de crêpes et cidre.

#### *Entretien des roseaux de la station d'épuration*

Mme le Maire, expose qu'il faudrait prévoir un désherbage autour des roseaux de la station d'épuration. JM Eard a estimé à 350 €/passage. 2 passages seront à prévoir sur l'année.

#### *Entretien devant chez M. Michel*

JM Eard entretien la voie communale devant M. Michel

Après chaque réunion de commissions, les délégués peuvent rapporter leurs comptes rendus. Des classeurs seront à leur disposition en Mairie, pour chaque commission.

Les conseillers municipaux sont venus travailler pour la collectivité le 10 mai dernier, Mme Guillette remercie l'ensemble du conseil pour ce travail de qualité qui a été fait dans la bonne humeur.

**\*\*\***

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 23h30.**



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.